

Les partis se divisent sur la commission spéciale

■ Le MR veut que l'enquête sur l'enquête aborde la question des quartiers radicalisés.

La conférence des présidents de la Chambre se réunira à nouveau vendredi pour discuter du mandat de la commission d'enquête parlementaire annoncée après les attentats qui ont frappé la Belgique.

Les groupes politiques ne sont pas parvenus à s'accorder mercredi sur un texte commun. La période couverte par l'enquête parlementaire a été sujette à discussion mais aucun parti d'opposition – y compris le PS et le CDH qui étaient du gouvernement fédéral précédent – ne s'est opposé à ce que le travail ne se concentre pas uniquement sur la législature actuelle.

Et la gestion des quartiers sensibles ?

Le débat n'a toutefois plus progressé, alors que les collaborateurs des groupes plangent depuis vendredi sur une proposition commune. Le chef de groupe MR, Denis Ducarme, a évoqué la nécessité de quelques jours de travail pour rédiger un texte précis sur le champ couvert par la commission. *"C'est l'incompréhension"*, a commenté la cheffe de groupe PS, Laurette Onkelinx. *"Je trouve cela dommage, alors que le Premier ministre s'est engagé à faire toute la transparence"*, a renchéri Jean-Marc Nollet, chef de groupe Ecolo-Groen. *"Le MR donne l'impression qu'il avance à reculons, a estimé Benoît Dispa (CDH). Y a-t-il une reculade qui se prépare ou sont-ce simplement des atermoiements de quelques jours? C'est un*

peu frustrant, nous avons un devoir de vérité envers la population."

Le MR souhaite se pencher aussi sur la gestion de certains quartiers où le radicalisme a essaimé. *"On verrait mal que l'on ne s'intéresse pas à certains quartiers ou aux défaillances de politiques d'intégration qui ont eu un impact sur le développement du radicalisme"*, a expliqué M. Ducarme à la RTBF.

Faut-il confier ce thème à la commission d'enquête ou à une autre instance? Le PS a proposé de *"créer en parallèle une commission spéciale chargée d'étudier les causes profondes de l'extrémisme et du radicalisme"*. *"La commission d'enquête doit permettre de faire la transparence sur ce qui s'est passé le 22 mars. Il ne faut pas noyer le poisson"*, a souligné M^{me} Onkelinx. (Belga)